

le pouvoir aux travailleurs

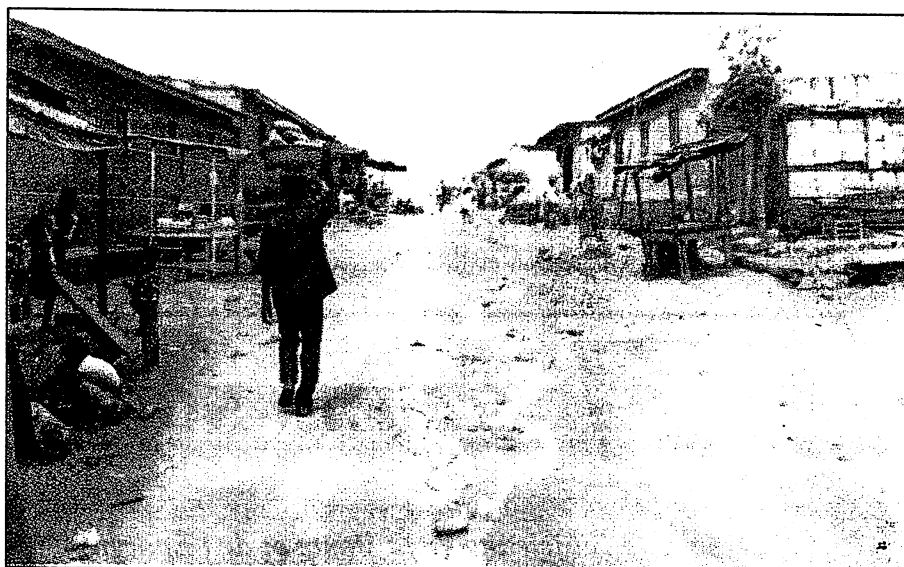
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 23 JUIN 1996 N° 241

PRIX 4 FF



Côte D'ivoire

LA TORNADE

ET LA PAUVRETE

ONT FAIT DES MORTS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
Tchad: L'avenir ne passe pas par les élections mais ...

Page 5
Côte d'Ivoire:
- Conflits inter-ethniques: Les seuls étrangers, ce sont les capitalistes.
- Les détournements des caisses de l'Etat, un moyen...

Page 8
Immigration:
Manifestation du 15 juin.

Page 9
La maladie de la "vache folle"...

Page 10
Il y a vingt ans, éclatait la révolte de Sowéto.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an
- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l**COTE D'IVOIRE****LA TORNADE ET LA PAUVRETE ONT FAIT DES MORTS**

Dans la nuit du 30 au 31 mai, une tornade s'est abattue sur Abidjan. Un déluge de boue et de gravas a saccagé de nombreux quartiers populaires. Les quartiers dits "précaires" c'est-à-dire les bidons villes, ont payé le plus lourd tribut.

Le bilan est lourd: 31 morts selon la presse. Mais ce chiffre est sans doute en dessous de la réalité car certaines familles sont tellement démunies qu'elles n'osent même pas déclarer leurs morts de peur de ne pas pouvoir payer les frais des procédures administratives et des pompes funèbres.

Une petite solidarité entre les gens eux-mêmes, au sein des communautés et entre voisins a permis à certains d'éviter le pire. Selon la presse, environ 200 familles sont encore sinistrées. Elles ont perdu le peu de biens et ne savent où et avec quels moyens elles pourraient trouver un abri. La saison des pluies n'est pas terminée, loin s'en faut. Si jamais des pluies importantes tombaient à nouveau, il leur serait difficile d'y échapper une deuxième fois.

Devant cette situation dramatique, les pouvoirs publics font preuve d'une passivité criminelle. Bédié, lui, s'est offert une petite publicité en remettant un chèque de 500 000F à chaque famille endeuillée.

Deux semaines après la catastrophe, l'association humanitaire AUDE ainsi que le maire du Plateau ont organisé une remise des dons collectés auprès de certaines entreprises. Cette opération de charité a permis de récupérer quelques matelas et divers objets produits par telle ou telle entreprise de la place. Ces dons en quantité dérisoire remis lors d'une soirée avaient plutôt l'aspect d'une macabre opération publicitaire.

A la radio, des responsables gouvernementaux se contentent de donner quelques conseils qui ne leur coûtent rien: ils préconisent aux gens qui habitent les endroits inondables, d'instaurer eux-mêmes des tours de gardes pour surveiller une éventuelle montée des eaux. Aucun relogement n'a été prévu et les terrains constructibles seraient "en cours d'identification". Mais au lieu de

secourir les victimes, Bombet, le ministre de l'intérieur et de l'intégration a plutôt eu le culot de rejeter la responsabilité de la catastrophe sur le dos des victimes elles-mêmes. Il déclare que "des dispositions vont être prises... pour que les familles ne s'installent pas dans les zones où existent des risques d'éboulement". D'ailleurs quelques jours après ces déclarations, la presse a annoncé que le quartier Gobelé à Cocody figure en première ligne d'une liste de bidonvilles à raser. Cela ne serait pas étonnant car ce genre d'opération il l'a déjà expérimenté contre les kiosques des petits vendeurs et contre les maquis situés

le long des trottoirs. Cette opération trouve un certain succès auprès des gens riches qui ne veulent pas voir devant leur nez la pauvreté dont ils se nourrissent. Il y a certainement toute une clientèle aisée et même de petits bourgeois parvenus, qui applaudissent à une telle opération de déguerpissement visant cette fois les bidonvilles. Bombet osera-t-il? n'osera-t-il pas?

L'avenir le dira. Mais la seule chose qui peut l'arrêter c'est que le camp des laissés-pour-compte et plus généralement celui de ceux qui produisent les richesses et qui en sont écartés, lui dise NON.

T C H A D

L'AVENIR NE PASSE PAS PAR LES ELECTIONS MAIS LA LUTTE ORGANISEE DES MASSES PAUVRES

Ainsi donc, selon les résultats officiels rendus publics par la soi-disant Commission Nationale indépendante, le dictateur Déby est en passe de se succéder à lui-même. Au terme du premier tour des élections présidentielles qui viennent de se dérouler, malgré la présence de 14 concurrents de l'opposition en face de lui, il aurait recueilli 44% de voix, se situant ainsi bien loin devant son second, le Colonel Kamougué, candidat issu de l'opposition, qui aurait eu 11%. C'est dire que le second tour des élections prévues pour le 3 juillet prochain ne sera qu'une simple formalité, couronnée par la victoire finale du dictateur actuel.

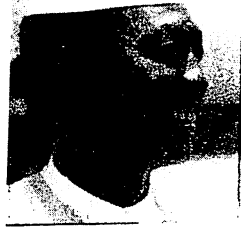
La proclamation des résultats a provoqué une sorte de désarroi dans l'immigration tchadienne ici en France. Et pour cause ! En effet, avant que n'ait lieu ce simulacre d'élections, dans la communauté tchadienne à Paris notamment, nombreux étaient ceux qui avaient prédit l'enterrement du dictateur

Déby au terme des dites élections. Se fondant sur les crimes, les atteintes aux droits de l'homme commis par les bandes armées de ce dernier, le marasme économique dans lequel le pays s'enfonce depuis des années, le mécontentement populaire réel des masses pauvres, tels des marchands de rêves et des illusions, ils avaient prétendu que les élections mettraient un terme final au pouvoir de Déby. A ceux qui leur disaient que les élections ne serviraient à rien parce qu'un simple bout de papier dans une urne n'a nulle part au monde radicalement changé le cours de l'histoire ou qu'il n'y avait aucun choix à faire entre le dictateur Déby et ses anciens amis, les politiciens bourgeois de l'opposition, ils avaient même reproché leur manque de civisme. Ironie du sort, aujourd'hui, ce sont ceux-là qui, surpris et désarmés par la défaite programmée de leurs différents candidats de l'opposition, en appellent au boycott du second tour des élections qui vont opposer le dictateur Déby et Kamougué !

Les lamentations des petits bourgeois tchadiens de Paris ou d'ailleurs ne changent rien à la



Kamoungué



Déby

réalité des faits. Dès le début, il était prévisible que le dictateur Déby ferait tout pour se maintenir au pouvoir. Ses discours sur la "démocratie", la transparence, le respect de la constitution n'étaient qu'un chapelet de mensonges destinés à tromper les gens. De la "démocratie", des lois, de la constitution, ces choses dont sont friands les politiciens tchadiens de l'opposition et les intellectuels à leur solde, le dictateur Déby et son clan se moquent éperdument. Ils n'en ont cure, parce qu'ils en connaissent la valeur réelle: ce sont de simples papiers, dont ils se servent quand ça les arrange mais qu'ils froissent et piétinent dans le cas contraire.

Ce qui intéresse le dictateur Déby et ses partisans, c'est le pouvoir qu'ils détiennent. Lors de la campagne présidentielle, dans leurs différents meetings, les dirigeants du MPS, le Mouvement Patriotique du Salut, le parti de la dictature au pouvoir, avaient, avec arrogance et outrecuidance, clairement affiché leurs intentions : ils avaient souvent déclaré qu'ils ne lâcheraient pas le pouvoir, qu'ils utiliseraient tous les moyens pour le conserver, y compris les armes.

Selon les informations en provenance du Tchad, c'est en effet grâce à de nombreux moyens frauduleux que le dictateur Déby doit son score écrasant. Il a utilisé les moyens et les

fonctionnaires de l'Etat pour faire sa campagne : préfets, sous-préfets, fonctionnaires et autres notables, tels que les chefs traditionnels, ont sillonné les campagnes, organisé des meetings en faveur du pouvoir. Les caisses de l'Etat, des moyens matériels et financiers énormes ont été mis à contribution. Lors des élections elles-mêmes, la fraude a été généralisée à tous les niveaux. Selon "N'Djaména Hebdo", des urnes ont été bourrées, d'autres déplacées, des bureaux de vote fictifs et incontrôlables, créés et multipliés, des cartes d'électeurs aussi, le tout en faveur du dictateur Déby. Voilà comment celui-ci est arrivé en tête des élections!

Cependant, contrairement à ceux que disent les politiciens de l'opposition et leurs partisans, même si le dictateur Déby était battu au cours de ces élections, ce ne serait pas un changement pour autant pour les masses pauvres de ce pays. Il n'y aurait ni plus de libertés ni une amélioration quelconque des conditions de vie de celles-ci. C'est bien connu, la chute ou le départ d'un dictateur ne signifie pas la fin de la dictature et moins encore celle de l'exploitation et autres injustices sociales.

L'histoire récente du Tchad en fait une démonstration éclatante : le dictateur Habré est tombé mais un autre Habré a pris sa place. Les expériences politiques du Congo, du Niger, du Mali, du Bénin, de la RCA ou d'ailleurs, où l'on a vu les anciens dictateurs battus aux élections et remplacés par des politiciens issus de l'opposition, montrent aussi qu'un simple changement d'hommes à la tête de l'Etat n'entraîne aucun changement notable pour les masses pauvres parce que tous ces politiciens bourgeois, tels Déby et les chefs des partis de l'opposition, appartiennent au même monde et défendent rigoureusement le même ordre social, les mêmes intérêts, ceux des bourgeois de chez nous et

surtout de la bourgeoisie impérialiste française.

La voie de l'avenir au Tchad n'est pas dans une concurrence pour le pouvoir entre le dictateur Déby et Kamougué ou un autre politicien de l'opposition. Tant que le changement se limite simplement à un remplacement des hommes à la tête de l'Etat, tant que l'ordre social restera le même, c'est-à-dire qu'une minorité de bourgeois parasites détiennent l'écrasante majorité des richesses, contrôlent l'armée et le pouvoir à leur service, pour les masses pauvres ce sera toujours l'exploitation, la misère, les maladies mais aussi la dictature qui, tel un bras armé au-dessus de leur tête, veillera pour maintenir cet ordre-là.

La seule perspective qui puisse conduire à un changement véritable, c'est la destruction de l'ordre social actuel, le capitalisme. Seule la lutte organisée des masses pauvres pour en finir avec l'ordre

des riches pourra aboutir à la démocratie la plus large qui soit, avec autant de partis, de syndicats, d'association qu'on voudra, mais aussi et surtout au droit à la vie pour chacun, notamment pour les masses pauvres, par la mise en commun des richesses pour la satisfaction des besoins de tous.

Mais une telle perspective ne tombera pas d'elle-même, toute seule, du ciel. Elle a besoin d'hommes et de femmes pour cela, qui se fixent comme objectif d'aider le prolétariat tchadien et l'ensemble des opprimés à s'organiser pour se défendre collectivement au sein d'une organisation politique qui leur soit propre, indépendante de celles des politiciens bourgeois. La tâche des intellectuels tchadiens, réellement révoltés par ce qui se passe dans ce pays, dont le rêve n'est pas d'être des larbins au service d'un Déby ou d'un autre politicien en mal de pouvoir, c'est de bâtir cette conscience-là ou tout au moins d'en jeter les germes.

COTE D'IVOIRE

CONFLITS INTER-ETHNIQUES LES SEULS ETRANGERS, CE SONT LES EXPLOITEURS

Le 31 mai, des incidents se sont produits entre Guéré et Burkinabé. Il en est résulté 15 morts et plusieurs blessés. Les campements de travailleurs agricoles d'origine burkinabé ont été incendiés et leurs habitants ont dû fuir les lieux. Il est difficile de connaître la nature exacte de l'altercation de départ, de l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

Selon le communiqué du ministère de l'intérieur, l'acte meurtrier initial serait celui d'un malade "d'origine allogène Burkinabé". S'en serait suivie une réaction violente des "autochtones" en colère. "Allogènes, autochtones, nationaux, étrangers": ce sont là

des qualificatifs que tous les journalistes ainsi que les dirigeants politiques utilisent sans arrêt.



Milice baoulé armée

Le ministre Bandama a même déclaré que "les étrangers ne contribuent pas au développement de nos villages"... "Maintenant que les Burkinabés ont décidé de s'attaquer à nous, nous refusons leur cohabitation".

Le ton est donné d'en haut. Dans ce cas, comment s'étonner que des racistes ne se sentent pas encouragés pour passer de la parole aux actes.

Qu'ils soient nationaux ou qu'ils soient d'origine étrangère, tous les travailleurs, tous les paysans pauvres ont les mêmes intérêts. Les Burkinabés sont en Côte d'Ivoire depuis plusieurs générations. La frontière entre les deux pays est de fraîche date. Il y avait la Haute Volta et il y avait la Basse-Côte. Le canal de Vridi ainsi que le port d'Abidjan ont été construits grâce aux travaux forcés effectués par des milliers de paysans arrachés aux villages voltaïques et déportés massivement.

Aujourd'hui le pouvoir et les classes dominantes veulent instaurer une division entre les Ivoiriens et ceux qui ne le seraient pas. Mais tout cela, ce sont des calculs de gens mal-intentionnés qui cherchent à rendre encore plus vulnérable une partie des travailleurs qu'ils désignent du doigt. Se sentant étrangers ou allogènes, ils seraient suffisamment culpabilisés pour accepter d'être corvéables à merci.

Alors, oui en Côte d'Ivoire il y a des étrangers mais ce ne sont pas les travailleurs, même si eux-mêmes ou leurs parents sont venus de l'autre côté de la frontière. Les étrangers, ce sont tous ces parasites et exploiters, quelle que soit leur nationalité ou leur origine ethnique.

Les paysans pauvres, les travailleurs ont au contraire intérêt à s'unir pour faire face à leurs exploiters et oppresseurs communs.

COTE D'IVOIRE

LES DETOURNEMENTS DES CAISSES DE L'ETAT, UN MOYEN COMME UN AUTRE DE S'ENRICHIR

Coup sur coup, trois affaires portant sur des détournements des fonds publics ou "d'abus de biens sociaux" suivies d'évasions des principaux acteurs ont éclaté au grand jour.

Il y a eu d'abord le financement à grand coup de publicité d'une usine fictive de transformation de café et la fuite de Thierry Tan, ce "Franco-asiatique", qui se serait enfui avec plusieurs milliards de francs CFA de l'Etat ainsi que de quelques petits gogos qui ont cru y trouver quelques profits faciles à réaliser.

Il y a eu ensuite l'évasion de Roger Nasra, ce "Libanais", auteur

d'un détournement de 5 milliards du Trésor public.

C'est maintenant l'évasion de la Pisam (clinique de luxe) du Français André Anthonin Grevet, qui avait écopé 20 ans de prison après avoir détourné plusieurs centaines de millions, qui défraie la chronique des journaux.

Suite à ces malversations qui éclaboussent le gouvernement, chacun y est allé de son petit couplet. Chacun a fait semblant d'être scandalisé par ces affaires de corruption ou de détournement de l'argent des caisses de l'Etat. Les journaux gouvernementaux ont parlé de l'"ingratitude" de ces

"étrangers" en qui l'Etat ivoirien a fait confiance.

Bien sûr, quand ce genre d'affaires éclate au grand jour, cela n'arrange pas les gens du pouvoir qui préfèrent se sucrer tranquillement sans être dérangés. Parce que la réalité, c'est que ce genre d'affaires de détournement d'argent ne sont pas rares et font même partie du fonctionnement normal d'un Etat comme celui de la Côte d'Ivoire et de bien d'autres pays. Avoir une place dans l'appareil d'Etat est une aubaine et un moyen facile de s'enrichir pour ceux qui y accèdent. Et plus haut on est placé, mieux on peut piocher dans les caisses de l'Etat sans trop de risques.

Ces trois affaires ne sont en fait que la partie visible de l'iceberg. Les "étrangers" qui ont servi de boucs-émissaires ne sont probablement que des intermédiaires qui ont touché leur commission. D'ailleurs, quand l'Etat fait semblant de lutter contre la corruption, c'est toujours quelques boucs-émissaires qu'on met en prison, histoire de montrer que le gouvernement fait quelque chose pour combattre le mal. Qui, par exemple, a entrepris quelque chose contre Houphouët alors qu'il avait amassé une fortune colossale? Personne n'est dupe, tous ceux qui nous parlent aujourd'hui de développement de la Côte d'Ivoire, de bonheur pour tous, de l'ivoirité, ne sont pas les derniers à en profiter. Les beaux discours qui veulent toucher les fibres nationales de la population ne sont faits que pour mieux duper celle-ci.

Si ces trois intermédiaires ont réussi à fuir, c'était probablement dans l'intérêt de quelques hauts dignitaires de l'Etat. Ce Thierry Tan, par exemple, était déjà dans les affaires du gouvernement du temps de Houphouët. Il était en

effet conseiller de plusieurs ministres dont celui de l'Economie. Il dirigeait par ailleurs de nombreuses petites affaires à Abidjan. Il n'était déjà probablement qu'un homme de paille au service de quelques dignitaires du régime. Et c'était probablement parce qu'il était maître en matière d'escroquerie qu'il avait pleinement sa place en tant que conseiller.

Quant à ce Libanais du nom de Roger Nasra, des journaux ont rapporté qu'il avait ses accès à la présidence. Quoi d'étonnant!

En ce qui concerne les journaux d'opposition, ils ont profité de ces quelques "scandales" pour faire de la propagande démagogique anti-libanaise à bon compte: pouvoir des Libanais sur les magistrats ivoiriens, évasion de la prison de Maca grâce à quelques billets de banque. Un des journaux d'opposition a même dressé une liste d'une quarantaine de noms de quelques escrocs d'origine libanaise, qui ont passé quelques jours à la MACA avant d'être "libérés".

Mais ces journaux montrent quelques Libanais du doigt d'autant plus fortement qu'ils ont pour objectif de cacher le fait que les premiers à détourner les fonds de l'Etat et à user le plus de la corruption sont des bourgeois bien ivoiriens, au pouvoir ou pas. Ces journaux se gardent bien de dire qu'un bourgeois libanais, ivoirien ou français, c'est un bourgeois! Et tous autant qu'ils sont, ils sont là pour exploiter la classe ouvrière et en tirer le maximum de profit, d'une façon ou d'une autre.

Car il y en a qui volent en exploitant légalement les ouvriers dont le travail les enrichit. Il y en a d'autres qui s'enrichissent en détournant tout bonnement l'argent des caisses de l'Etat. Et dans un cas comme dans l'autre, cet enrichissement se fait sur le dos des travailleurs.

"SERVIR" OU SE SERVIR?

"Servir", c'est le nom de l'association créée par Henriette Bédié. Une association, nous dit-on, à "vocation humanitaire". Mme Bédié et son mari se complètent merveilleusement. Le mari se charge de pondre de nouvelles lois qui s'attaquent aux intérêts des travailleurs, pour le plus grand bien des riches. Par exemple, le "nouveau code du travail". Et comme pour le gouvernement, il n'y a jamais assez de cadeaux pour les bourgeois, de nouvelles lois ont encore vu le jour. Ainsi, par exemple, tout capitaliste qui investirait en Côte d'Ivoire verrait sa note d'électricité et de téléphone divisée par deux. L'autre moitié, c'est l'Etat, c'est-à-dire les contribuables qui payeront. Mieux, ces investisseurs ne payeront pas d'impôts pendant 8 ans. Ils bénéficieront de nombreux avantages douaniers. Ils pourront payer les salaires qu'ils voudront et

licencier les travailleurs comme ils l'entendront.

En somme, le mari se chargerait donc de transformer les travailleurs en mendiants et la femme de leur donner l'aumône!

Le couple présidentiel qui doit déjà beaucoup à son prédécesseur, se rappelle que celui-ci avait la même idée apparemment "généreuse" qui était doublement utile. Cela permettait à monsieur et madame Houphouët Boigny de se faire de la publicité à bon compte; et puis ça permettait de se servir au passage. Car qui peut affirmer que les milliards collectés au nom de "N'daya Internationale" rentrait tous dans la caisse de celle-ci?

C'est dire que, pour son association, Mme Bédié s'est probablement trompée de nom. "Se servir" serait certainement plus approprié.

IMMIGRATION

MANIFESTATION DU 15 JUIN

A l'appel de plusieurs associations et organisations politiques, une manifestation a été organisée à Paris, le 15 juin dernier pour protester contre la politique anti-immigrée du gouvernement.



Une occupation de lieu

Quelques milliers de personnes ont répondu présents à cet appel. Les résidents des trois foyers de Montreuil (Nouvelle France, Bara et Rochebrune) regroupés au sein d'une coordination de lutte ont été les plus nombreux. Ceux de la rue Pajol (expulsés de l'église de Saint Ambroise) étaient également présents ainsi que des anciens de l'esplanade de Vincennes. Des travailleurs et des militants français sont également venus apporter leur soutien aux manifestants.

Cette manifestation a été une occasion pour les travailleurs immigrés, ceux qui ont des papiers comme ceux à qui on les refuse, de crier leur colère et leurs revendications.

Le gouvernement, en renforçant

les lois Pasqua qui étaient déjà largement hostiles aux travailleurs immigrés, veut nous rendre la vie encore plus difficile. Ainsi depuis quelques mois il a annoncé qu'il a l'intention de fermer au moins quinze grands foyers d'immigrés dont les trois de Montreuil cités plus haut. Il refuse de donner la carte de séjour à ceux qui ont des enfants nés ici. De la sorte il veut mettre tous les immigrés en situation de précarité. Et c'est contre

l'ensemble de cette politique que ceux qui sont descendus dans la rue ont manifesté.

Les travailleurs ont raison de se défendre contre la politique anti-immigrée du gouvernement. Ce n'est qu'en se battant au coude-à-coude avec l'ensemble de la classe ouvrière qu'ils pourront faire reculer ce gouvernement qui est contre l'ensemble du monde ouvrier.

LA MALADIE DE LA "VACHE FOLLE" OU COMMENT LE CAPITALISME PEUT EMPOISONNER LES POPULATIONS

La maladie de la "vache folle" provoquée par les farines animales contaminées qui servent de nourriture au bétail et qui se transmettraient aux consommateurs constitue une grave menace. Même si les dirigeants politiques qui nous gouvernent et surtout les capitalistes de l'agro-alimentaire qui produisent cette farine affirment que la transmission de cette maladie du bétail à l'homme n'est pas "prouvée scientifiquement".

Selon certains scientifiques, il y aurait suffisamment de preuve ou tout au moins de sérieuses raisons de croire que cette maladie se transmet à l'homme et que la période de son incubation serait de six ans environ.

Cette farine produite en Angleterre avait été interdite de vente dans ce pays mais les industriels qui la produisaient continuaient à la vendre dans les autres pays, notamment en France et cela des années durant. Les dirigeants français qui se sont succédé au gouvernement le savaient.

C'est dire que quand ces derniers disaient qu'il fallait boycotter la "viande anglaise" et encourager la consommation de la "viande française" qui serait plus saine, ils mentaient. La santé des consommateurs est le dernier de leurs soucis. Ils profitent tout simplement de la crainte des consommateurs pour favoriser hypocritement et cyniquement cette partie de la bourgeoisie française qui s'enrichit dans la production et la vente de la viande. Ils ont joué ainsi le rôle qui est le leur, celui de serviteurs de la bourgeoisie.

Peu importe à la bourgeoisie si ce qu'elle met dans le marché est propre ou impropre à la consommation. Peu importe si cela pollue la planète et met en danger la vie de millions de personnes. Pourvu que ça rapporte du profit.

En réalité c'est toute la société capitaliste qui est bâtie ainsi. La maladie de la "vache folle" n'est qu'une illustration de cette société malade du capitalisme. Et tant que le capitalisme durera, l'humanité sera toujours en péril.

IL Y A VINGT ANS ECLATAIT LA REVOLTE DE SOWETO

EN juin 1976, le gouvernement ségrégationniste d'Afrique du Sud décide d'imposer aux écoles fréquentées par des Noirs l'enseignement, dans certaines disciplines, en Afrikaan, langue officielle de l'apartheid.

Cette mesure est ressentie par les écoliers noirs comme une insulte. D'autant plus que les rares universités qui acceptent des Noirs pratiquent l'anglais. Du coup pour des milliers, c'est leur avenir qui est bouché.

Aussi, le 16 juin, plusieurs écoles de Sowéto (ghetto, ressemblant plus à camp un concentration qu'à une ville, où s'entassent 700 000 habitants, vivant sans électricité ni eau courante) ferment leurs portes et se mettent en grève. Un millier d'écoliers révoltés par cette décision unilatérale, se dirigent vers le stade Orlando pour y tenir un meeting.

La police tire; un jeune écolier de 13 ans, mortellement blessé, s'écroule. La colère est montée de plusieurs crans.



Une scène de répression

Ils se précipitent sur les policiers (malgré les coups de feu) et lapident les chiens de garde du régime ségrégationniste; ils incendient les voitures, brûlent les bâtiments publics et administratifs, symbole de l'apartheid, ils dressent des barricades.

Officiellement 128 personnes sont tombées sous les balles, 112 blessées recensées et 894 arrestations opérées. Malgré ce carnage, malgré les brigades anti-émeutes qui continuent à sévir dans les quartiers de Sowéto, armés jusqu'aux dents, les émeutes continuent. La révolte embrase d'autres villes de l'Afrique du Sud. A la suite de la révolte des jeunes, des grèves sont déclenchées dans les mines, les usines, les entreprises, en solidarité avec le mouvement écolier. Les syndicats appellent ouvertement à la grève pour soutenir les jeunes.

Plus tard, dans les années 80, paniqués par la recrudescence de la contestation (émeutes, grèves, révoltes), les responsables politiques de l'apartheid décident alors de composer avec les organisations politiques noires telles que l'ANC. Ces responsables, conscients des intérêts de la bourgeoisie sud-africaine, et, au-delà la bourgeoisie internationale, ont jugé que la politique répressive de leur régime barbare mis en place en 1948 ne suffit plus à garantir la stabilité sociale.

Ils savent que l'ANC, cette organisation nationaliste noire ne s'attaque pas au système capitaliste lui-même; elle ne remet pas en cause l'exploitation, le fondement de ce système d'oppression. L'ANC revendique seulement le droit à la bourgeoisie noire de diriger le pays d'exploiter son propre peuple comme dans les autres pays africains. "Un

homme, un vote", voilà sa revendication principale.

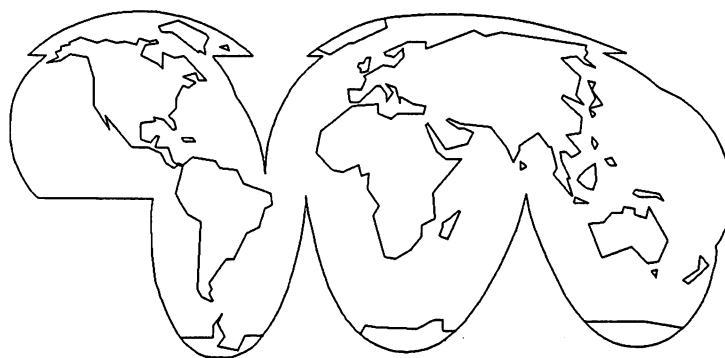
Aujourd'hui, en effet, l'apartheid est officiellement aboli. Les Noirs ont le droit d'aller dans les mêmes toilettes que les Blancs, de monter dans les mêmes bus, de fréquenter les mêmes salles de cinéma. Mais même ce simple droit-là n'a été arraché que grâce à la lutte héroïque des Noirs, et notamment du prolétariat.

La ségrégation raciale a vécu,

mais la ségrégation sociale demeure. Les Noirs pauvres des ghettos continuent de vivre misérablement. Les ouvriers noirs continuent à se faire exploiter, comme auparavant.

Alors, s'il reste encore un autre combat à mener, c'est bien celui des prolétaires, toutes races confondues, noirs, blancs ou métis, contre le système capitaliste, source principale de leur misère et de l'aggravation de leurs conditions de vie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.